

## Document

### A Ouaga, la révolution n'est pas pour demain

(sateafrique.com – le 22 avril 2011)

**23 avril 2011**

Lorsque la grogne militaire burkinabè s'est étendue, lundi 18 avril 2011, à des villes de provinces, de nombreux médias internationaux ont crié à la contagion. Il fallait plutôt y voir les vaguelettes concentriques que provoque un galet lorsqu'il brise la quiétude du fil de l'eau. En même temps que les armes crépitaient à Kamboincé, Tendodogo, Kaya ou Pô, le calme revenait dans la capitale Ouagadougou.

Pas de printemps pour les Burkinabè

Des membres contrits de la garde présidentielle s'excusaient même publiquement, lundi soir, sur les antennes de la télévision publique nationale; ceux-là même qui mettaient la capitale sens dessus dessous dans la nuit du 14 au 15 mars. Ils appelaient à l'arrêt des violences de leurs collègues provinciaux, comme des enfants qui feraient acte de contrition pour avoir fait exploser de simples pétards. Sauf que les feux d'artifices étaient des armes lourdes. Excuses radiotélédiffusées surréalistes à force de vouloir paraître banales...

Les détonations provinciales ne seraient donc que des répliques annonçant la dilution de la sédition. Si Blaise Compaoré avait fui la capitale, le 15 avril, pour mieux y revenir, les mauvaises ondes militaires, elles, devraient s'évanouir dans la savane souvent négligée des provinces burkinabè.

L'ancien révolutionnaire Compaoré ne devrait donc pas être emporté par un souffle... révolutionnaire, qu'on se plaisait déjà à comparer au «printemps arabe». Les hommes de tenue burkinabè ne manquent pourtant pas d'expérience en matière de déstabilisation militaire. Mais, cette fois, le mouvement était désorganisé. Amateur. Impulsif.

A défaut d'enfanter un putsch à l'ancienne, 100% kaki, la conjugaison des grognes burkinabè aurait pu aboutir à un soulèvement débordant les rangs de l'armée. Car les mécontentements ne sont pas que militaires au Burkina Faso. Peut-être même les incendies de bâtiments publics, début février, par les élèves de Koudougou ont-ils inspiré les pillages des militaires. Sauf que les uns dénotent une vague signification politique et une juvénilité compréhensible, quand les autres traduisent des caprices dignes de coupeurs de route...

Des colères incompatibles

Pour attraper une proie avec un filet, il faut tendre le tout et disposer, surtout, d'un maillage serré. Si les militaires et les élèves avaient été «grognoncompatibles», le mécontentement des magistrats (en grève récemment pour le nom respect de leurs décisions de justice), la déprime des syndicats (manifestant, le 8 avril, contre la vie chère) ou les revendications des partis politiques (accusant Compaoré de vouloir triturer l'article 37 de la Constitution pour se re-présenter *ad vitam aeternam*) auraient pu constituer un maillage social.

Mais la combinaison des colères est plus qu'improbable...

Le grand commerçant pillé —voire vandalisé— ne peut être solidaire du militaire qui l'a spolié. L'opposant politique n'aime pas être solidaire d'un gros commerçant qui a perdu ce dont le Burkinabè d'en bas ne pourra jamais rêver. L'étudiant rechigne à être solidaire d'un opposant politique qui rêve de récupérer sa lutte. Le paysan ne daigne pas être solidaire de l'étudiant dont l'intellectualisme citadin lui semble trop élitiste. Le syndicaliste oublie d'être solidaire du paysan trop éloigné de l'emploi formel et de la

consommation moderne. Le militaire —la boucle est bouclée— ne peut décemment être solidaire du syndicaliste qu'on l'a appris à mâter.

D'ailleurs, les civils et les hommes de tenue pouvaient-ils conjuguer leurs forces pour déboulonner la statue du «grand leader» burkinabè, alors que la solidarité n'est même pas de mise entre corps habillés? Les rues de Ouagadougou gardent les stigmates des échauffourées entre policiers et militaires, en décembre 2006.

Une mobilisation timide

Les forces sociales civiles avaient pourtant réussi à additionner leurs mobilisations en 1998, à travers le Collectif des organisations démocratiques de masse et des partis politiques. Sans armes lourdes, ce regroupement de forces sociales avait à ce point secoué le pouvoir que ce dernier était notamment revenu sur l'absence de limitation des mandats présidentiels. Décision sur laquelle il est aujourd'hui tenté de se dédire à travers l'éventuelle modification de la Constitution.

La différence entre 2011 et il y a 13 ans, c'est que le Collectif était mu, en 1998, par une cause transversale si tragique et symbolique qu'elle en était devenue un phénomène médiatique: l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. Et quels suspects furent désignés par la Commission d'enquête indépendante? Symptomatiquement, six membres de cette garde présidentielle aujourd'hui à nouveau décriée pour ses frasques. Et plus encore le régime qui la pilotait.

Ces dernières semaines, mais semble-t-il temporairement, le régiment de sécurité présidentiel joua contre son patron. Et, aujourd'hui, Zongo Justin, quelle que soit la compassion que le décès de cet élève de Koudougou inspire, ne mobilise pas de façon aussi coordonnée que Zongo Norbert. Peut-être l'avenir proche démentira-t-il cette absence de conglomérat social. Mais ce sera sans l'appui de l'armée en passe de réintégrer intégralement ses casernes.

A l'aise, Blaise

Pour l'heure, Blaise Compaoré se rassied confortablement dans son fauteuil présidentiel qu'il n'a quitté que quelques heures en se réfugiant à Ziniaré. Toujours fort d'un électorat conditionné par la chefferie traditionnelle et gâté par les puissants opérateurs économiques, il a usé, cette fois, de tous les fusibles à sa disposition. Peut-être inspiré par son début de calvitie, il a scalpé le régime, à l'exception de lui-même et de son chef d'état-major particulier. Il a décoiffé tous les corps armés et limogé un Premier ministre pourtant si peu concerné par les états d'âme militaires. Le sixième président de l'ancienne Haute-Volta a nommé son sixième chef de gouvernement.

Le muet Blaise Compaoré promeut le communicateur Beyon Luc Adolphe Tiao, ancien journaliste et ex-président de l'organe de régulation des médias, le Conseil supérieur de la Communication. Il parie également sur le tout récent profil de ce même Tiao, actuel ambassadeur du Burkina en France. Les compétences de diplomates ne seront pas de trop dans un pays où l'on revendique désormais une indemnité avec une mitrailleuse. Le nouveau Premier ministre, enfin, a l'atout de ne pas être étiqueté «CDP», du nom du Congrès pour la démocratie et le progrès, parti au pouvoir dont le siège a été incendié lors des récentes manifestations. Il n'a jamais été ni élu ni ministre.

Bien qu'ébranlé plus que par le passé, le sexagénaire président du Faso aura réussi, à nouveau, à diviser pour mieux régner. Son opposition politique avant-hier. Sa propre majorité hier. La contestation sociale aujourd'hui.